

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
ZI des Landiers Nord - 430, rue Belle Eau
73000 CHAMBÉRY

Chambéry, le 26/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



SIBUET Environnement ISDI

Zone artisanale La Grande Bellavarde
73390 CHAMOUX SUR GELON

Affaire suivie par : Stéphane PACCARD
Subdivision C2 « Carrières, Explosifs et Déchets inertes »
Téléphone : 04 79 62 81 90
Courriel : stephane.paccard@developpement-durable.gouv.fr
Références : 20220317-RAP-InspIsdiGeorisques-SibuetEnvironnement_ChamouxGelon-vs
Code AIOT : 0006114924

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement SIBUET Environnement (ISDI) implanté Lieu-dit « Le Paquis » 73390 CHAMOUX SUR GELON. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection intervenait dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle du service d'inspection ICPE de la DREAL mais également dans un contexte de signalement, par le service Eau, Environnement, Forêt (SEEF) de la Direction Départementale des Territoires (DDT 73), d'opérations de remblayage avec des déchets inertes sur un secteur possiblement classé en "zone humide" avec présence d'espèces protégées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBUET Environnement (ISDI)
- Lieu-dit « Le Paquis » 73390 CHAMOUX SUR GELON
- Code AIOT : 0006114924
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

De janvier 2000 à janvier 2012, le site a été exploité sous couvert d'une autorisation municipale. Depuis mars 2012, cette installation, devenue Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) est exploitée par la société SIBUET Environnement sous couvert d'un arrêté préfectoral DDT/SEEF n° 2012-159 du 15/03/2012. À noter que depuis le 01/01/2015, ce type d'installation est classé au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature ICPE sous le régime de l'enregistrement.

L'installation accueille les déchets inertes provenant de la collecte des bennes de gravats des déchetteries gérées par la société SIBUET Environnement (principalement des communautés de communes du département de la Savoie) mais également des bennes de gravats des clients professionnels de l'entreprise SIBUET Environnement. Enfin, l'installation reçoit des flux de déchets inertes résultants des opérations de tri des bennes de DIB (déchets industriels banals) réalisées sur le centre de tri, transit et regroupement de déchets de la société Bioval également implantée à Chamoux-sur-Gelon.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation (bornage);
- Propreté de l'installation et des abords;
- Progression de l'exploitation (respect du phasage/remise en état, mise à jour du plan d'exploitation);
- Traçabilité des déchets entrants (documents);
- Zone de contrôle des déchets et gestion des indésirables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a été notamment conduite dans le cadre d'un signalement pour remblayage en zone humide avec présence d'espèces protégées. Sur la base des contrôles visuels opérés sur site, le périmètre autorisé de l'installation ICPE semble respecté par l'exploitant. Cependant, la présence d'une mare a bien été relevée en pied de remblai. Cette dernière s'est naturellement constituée, à l'intérieur du périmètre de l'installation, suite à la création par l'exploitant d'un merlon de terre en limite Sud-Est du site. Dès lors, compte tenu de la présence supposée d'habitats et/ou d'espèces protégées sur le périmètre de l'installation, il a été acté la réalisation d'un diagnostic écologique par un bureau d'études spécialisé. À noter que des investigations de terrain ont déjà été menées en mai et juin 2022 (avifaune, amphibiens...). Une note de synthèse est attendue pour l'automne 2022 afin de statuer sur la présence effective ou non d'espèces et/ou d'habitats protégés dans l'emprise du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'...	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 1.2	/	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 4.3	/	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 4.5	/	Sans objet
7	Progression de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 4.4	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Zone de déchargement des déchets – Signalisation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	/	Sans objet
10	Gestion des indésirables	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Identification	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 2.1	/	Sans objet
3	Accès à l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 2.2	/	Sans objet
4	Brûlage de déchets	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a principalement portée sur le contrôle des dispositions relatives au phasage de l'exploitation (respect du périmètre autorisé, méthodologie de remplissage de l'installation avec remise en état coordonnée) ainsi qu'à la tracabilité des flux de déchets entrants sur site.

Les constats réalisés sur site n'ont pas révélés de non conformités substantielles. Pour autant, il est attendu de la part de l'exploitant une meilleure prise en compte des dispositions réglementaires visant notamment à justifier du respect du périmètre autorisé de son installation (bornage, mise à jour du plan d'exploitation) ainsi que l'amélioration des documents permettant d'assurer la tracabilité des flux déchets entrants et ce, afin de respecter les attendus réglementaires qui composent la procédure d'acceptation préalable.

A cet effet, le suivi de la qualité des flux de déchets entrants mis en place par l'exploitant doit être maintenu en intégrant les demandes d'actions correctives formulées par le service d'inspection et les contrôles lors des opérations de dépôts sur site renforcés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur. Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : L'exploitant a été informé du contexte particulier de cette visite d'inspection (signalement pour suspicion de remblayage en « zone humide », hors du périmètre autorisé) et donc de la nécessité de justifier du respect de l'implantation du périmètre autorisé pour son installation. Au regard des éléments du dossier de demande d'autorisation, le site est situé en zone de fonctionnalité du marais de la plaine du Gelon. Le périmètre de l'installation est compris sur l'emprise des parcelles cadastrales 74, 75 et 76 de la section ZV pour une surface de 18 000 m ² et une zone allouée au stockage des déchets plus réduite, à savoir 16 450 m ² . Les constats visuels opérés sur site n'ont pas révélé la présence de bornes implantées en tous points utiles du site par un géomètre. Dès lors, la bonne implantation du site ICPE au regard des limites des parcelles cadastrales, de même que le respect des limites des zones de remblayage autorisées n'ont pu être attestés le jour de la visite. Dans le prolongement de l'inspection, l'exploitant a justifié auprès du service d'inspection ICPE de la commande d'une prestation (bornage) par un géomètre. Au regard de ce qui précède, l'exploitant doit justifier du respect de la prescription en transmettant un plan de bornage. Ce document, réalisé sur fond parcellaire cadastral, devra faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">– Le périmètre autorisé de l'installation ICPE, tel que défini dans le dossier de demande d'autorisation de 2011 ;– Le périmètre de la zone autorisée à recevoir les remblais (soit les 16 450 m² précités) ;– L'emprise des stocks de remblais au jour du relevé géomètre. Ce document devra permettre à l'exploitant d'attester du respect des périmètres administratifs ICPE précités et par conséquent de justifier d'un non remblayage sur des secteurs compris dans le périmètre de zonages de type « zones humides ».
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :- identification de l'installation ;- le numéro et la date du présent arrêté ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.
Constats : Un panneau de signalisation et d'information (en matériau résistant) est implanté sur le portail d'accès au site. L'ensemble des attendus réglementaire est présent sur ce panneau. Les inscriptions sont par ailleurs inaltérables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Accès à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site de la manière suivante : Le site est clôturé sur sa partie ouest, seule partie accessible, le reste du périmètre étant situé en zone boisée. L'entrée est équipée d'un portail fermé à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation.
Constats : L'unique voie d'accès au site est bien implantée à l'Ouest. Elle est protégée des intrusions par un portail métallique fermé au moyen d'une chaîne métallique et d'un cadenas. Le jour de l'inspection, aucune activité n'avait lieu dans l'installation (absence de personnel et seulement une pelle mécanique stationnée sur site). Le dispositif de fermeture précité était bien en place à l'arrivée sur site. Par ailleurs suite au déboisement réalisé par un propriétaire tiers en bordure Sud-est du site, l'exploitant a fait réaliser un merlon (au moyen de déchets inertes) en limite de site afin de remplacer la barrière végétale existante jusqu'alors et ainsi empêcher le libre accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Brûlage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage. Le jour de la visite, les constats visuels opérés ont confirmés l'absence d'opération de brûlage de déchets sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.
Constats : Comme déjà relevé lors de la précédente inspection de 2017, les limites du périmètre intérieur doivent être débroussaillées et nettoyées ainsi que les talus bordant les remblais. Par ailleurs, la présence d'arbustes coincés dans le remblai en limite Sud/Sud-Est a été relevée de même que la présence de pieds d'arbre aux papillons (« <i>Buddleja davidii</i> », espèce végétale à caractère invasif) sur l'emprise de l'installation. La voirie d'accès à l'installation est de type « rural ». Le jour de la visite, aucun dépôt de déchets ou de boues n'a été relevé sur la voie publique en sortie de site. L'exploitant doit justifier : <ul style="list-style-type: none">– Du débroussaillage et du nettoyage des limites internes du site ICPE et des talus de remblais ;– Du défrichage des secteurs colonisés par du <i>Buddleja</i> (arrachage avant fructification) afin de stopper la prolifération de cette espèce envahissante ;– Du défrichage des arbustes coincés dans les remblais du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets]
Constats : Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un plan d'exploitation topographique ainsi qu'un relevé de cubature à jour du 15/03/2022. Ce second document fait état de volumes de déblais et de remblais (termes à expliciter) et n'apparaît pas très lisible quant au volume total stocké dans l'installation depuis le début de l'exploitation. Suite à la visite, l'exploitant a indiqué (après échange avec son géomètre) que le volume admis entre 2018 et 2022 était de 18200 m3 (valeur issue du relevé géomètre). Par ailleurs, les secteurs où sont entreposés les déchets ne sont pas clairement formalisés sur le plan et aucun plan en coupe des remblais n'est fourni. L'exploitant doit Compléter la transmission des éléments justificatifs au regard des remarques formulées ci-avant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la massedes déchets, en particulier à éviter les glissements.Elle est également réalisée par zone peu étendue et en hauteur pour limiter en cours d'exploitation, lasuperficie soumise aux intempéries, mais aussi pour permettre un réaménagement progressif et coordonné dusite selon le phasage suivant : l'exploitation du site se fera, conformément aux plans et documents joints à lademande d'autorisation de la société SIBUET. La situation à 4 ans avec 21.000 m° stockés, élève la zone de1,5 mètre et reprend la pente à l'horizontal — la situation à 8 ans stocke 21.000 m° supplémentaires avec 1,5mètre de hauteur reprise de la zone de remblaiement et des talus - la situation à 12 ans permettra decompléter le stockage avec 22.000 m° stockés sur 1 mètre et de réaliser le comblement de la rampe d'accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué un retard au regard du phasage présenté dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Au regard de ce qui précède, il a indiqué vouloir solliciter une demande de prorogation de l'autorisation d'exploiter à l'échéance de son arrêté préfectoral (pour rappel 03/2024).</p> <p>L'examen du dossier de demande montre qu'à la délivrance de l'autorisation, l'altitude moyenne de la plateforme était comprise entre 294 et 295 m NGF.</p> <p>Le phasage prévoyait une rehausse générale de + 1.5 m à 4 ans (soit 21 000 m³ admis) puis de nouveau de + 1.5 m à 8 ans d'exploitation (toujours avec 21 000 m³ admis).</p> <p>En 2022 (soit après 10 années d'exploitation), les éléments présentés par l'exploitant indiquent que l'altitude moyenne de la plateforme se situe entre 298 et 299 m NGF (soit + 4 m).</p> <p>L'article 4.5 de l'arrêté préfectoral susvisé indique une cote finale à + 4 m par rapport à la cote initiale.</p> <p>Cependant, cette cote moyenne cache des disparités. En effet, l'exploitant a indiqué avoir concentré l'exploitation de l'ISDI sur le secteur Nord de la plateforme afin d'en accélérer la remise en état vis-à-vis des riverains (aspect paysager), ce qui a été constaté lors de la visite.</p> <p>Dès lors, il convient de préciser, au travers d'un plan d'exploitation topographique mis à jour (tel que sollicité au point de contrôle précédent), la cote actuelle du remblai sur les différents secteurs et notamment la cote des plateformes Nord et Sud.</p> <p>De même, la valeur du volume total de déchets inertes admis dans l'installation depuis mars 2012 doit être précisée.</p> <p>Par ailleurs, compte tenu de la présence supposée d'habitats et/ ou d'espèces protégées sur le périmètre de l'installation, notamment au droit de la mare qui s'est naturellement constituée, à l'intérieur du périmètre de l'installation, en pied de remblai (suite à la création d'un merlon en limite Sud-Est du site), il a été acté avec l'exploitant ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de dépôts de déchets au-delà du remblai actuel en direction du merlon (Sud-Est); - Finalisation de la remise en état de la plateforme Nord; - Poursuite du remplissage de l'installation uniquement sur le secteur de la plateforme Sud (localisé à droite de la rampe d'accès). <p>Enfin, dans le prolongement de l'inspection, l'exploitant a confirmé avoir mandaté un bureau d'études spécialisé dans le but de réaliser un diagnostic écologique afin de statuer sur la présence effective ou non d'espèces et/ou d'habitats protégés dans l'emprise du site. À noter que des investigations de terrain ont déjà été menées en mai et juin 2022 (avifaune, amphibiens...). Une note de synthèse est attendue pour l'automne 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations Classées.
Constats : En séance, l'exploitant n'a pas justifié de la tenue effective d'un registre chronologique mais a cependant attesté de l'existence de ce dernier (registre informatique couplé au système de pesée présent sur le site de l'entreprise Sibuet Environnement de Chamoux sur Gelon. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis au service d'inspection un extrait dudit registre. L'examen de ce document a montré que le registre ainsi formalisé ne répond pas aux attendus réglementaires des articles 5 et 9 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 concernant les conditions d'admission des déchets (absence de libellé de code déchets à 6 chiffres, absence de numéros SIRET des producteurs et transporteurs des déchets (seuls figurent les noms de chauffeurs et l'immatriculation du véhicule), absence d'accusé d'acceptation au producteur de déchets et par conséquent de document préalable, et enfin absence de formalisation du résultat du contrôle visuel prescrit à l'article 7 de l'arrêté ministériel susvisé). A noter cependant que l'exploitant a formalisé un document intitulé "Suivi clients" (tableau chronologique) qui recense les résultats de contrôle visuel concernant la qualité et la nature des déchets présents dans les bennes de déchets entrants. Dès lors, l'ensemble des documents existants doit être refondu/reformalisé de façon à répondre aux attendus réglementaires de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 29/02/2012 visé à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé a été abrogé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. Il appartient donc à l'exploitant de prendre également en compte les dispositions de ce nouvel arrêté ministériel lors de la refonte attendue des documents de traçabilité des déchets et d'en justifier le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Zone de déchargement des déchets – Signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant
Constats : La plateforme de l'installation est dimensionnée afin de permettre le déversement des bennes de déchets entrants. Ainsi, un contrôle visuel des déchets peut être réalisé préalablement à leur mise en stockage définitif dans le remblai. Pour autant, comme déjà relevé en 2017, aucune zone n'a été matérialiser en vue de cette opération de contrôle (absence d'affichage particulier et de délimitations spécifiques). L'exploitant doit justifier de la matérialisation effective sur la plateforme, de la zone de déversement des déchets entrants (qui peut évoluer au fur et à mesure du remblaiement), conformément aux dispositions de l'article 19 .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation</p> <p>ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 31 mai 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, la présence d'une benne dédiée au tri spécifique des déchets indésirables sur l'installation a été relevée en bordure de la voirie interne du site. Des déchets tels des pneumatiques, des briques plâtrées, un pare-brise, des plastiques et des ferrailles ont été recensés à l'intérieur.</p> <p>Cependant, l'exploitant doit justifier de la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p> <p>Par ailleurs, même si le pourcentage d'indésirables présents dans l'installation a diminué suite à la mise en place, par l'exploitant, d'actions correctives à l'issue de la visite de 2017, la présence de plusieurs déchets plastiques (dont certains assez volumineux) a encore été relevée dans l'installation le jour de la visite. Des mesures organisationnelles complémentaires sont donc attendues de la part de l'exploitant concernant le tri des indésirables avant la mise en remblai ultime.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet